



**CHILI**



D 2241 • CI11  
1-15 septembre 1998

**MOTS-CLEFS**

Politique économique  
État - Société civile  
Rapports de pouvoir  
Néolibéralisme

## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

# **LA DÉCLARATION FINALE DU SOMMET DES PEUPLES DES AMÉRIQUES**

**“Nous n'avons pas besoin de commerce libre,  
mais de commerce juste.”**

Alors que se déroulait à Santiago du Chili le second “Sommet des présidents d'Amérique”, plus de 800 délégués de 35 pays latino-américains (y compris les Caraïbes) se sont réunis du 15 au 18 avril 1998 dans la même ville pour un premier “Sommet des peuples des Amériques”. L'objectif était de construire “une alliance sociale continentale en vue de faire un contre-poids social réel aux politiques officielles d'intégration économique, de faire progresser le changement dans les rapports de forces favorables jusqu'à présent aux grands intérêts éco-

nomiques transnationaux”. Cuba, exclue du Sommet des présidents, fut admise au Sommet des peuples. Des ateliers traitèrent des questions relatives aux peuples indigènes, aux femmes, aux paysans, à l'environnement, à l'intégration économique, à l'éthique, aux droits humains. Rendez-vous a été pris ultérieurement pour célébrer la première “Journée continentale contre l'exclusion sociale”. Nous publions ci-dessous la déclaration finale du premier Sommet des peuples des Amériques.

Santiago du Chili, le 18 avril 1998,  
Nous, organisations syndicales, sociales, écologiques, de femmes, d'indigènes, de défense des droits de l'homme, d'éducateurs et de parlementaires réunis au Sommet des peuples des Amériques, sommes venus exprimer notre position commune en faveur d'une intégration économique, sociale et culturelle qui bénéficie vraiment aux peuples des Amériques, et non fondée sur des bases commerciales dirigées jusqu'à présent par les corporations et appliquées par les gouvernements. Notre proposition pour l'intégration a comme priorité la démocratie participative, le développement durable, la

justice sociale et la diversité culturelle et ethnique.

Nous n'avons aucune raison de croire dans la réalisation des engagements pris par les gouvernements au plan social. La plus grande partie des résultats du Cycle des Conférences sociales des Nations Unies restent encore à concrétiser. Les préoccupations sociales proclamées au premier Sommet des Amériques à Miami doivent encore être appliquées. Nous croyons que les préoccupations sociales des gouvernements continueront à être traitées comme une monnaie d'échange dans les négociations commerciales. Dans la pratique, ces déclarations sont contradictoires avec

les politiques qui détruisent les services publics. Les programmes de privatisation de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale continuent à être mis en œuvre dans la majorité des pays du continent.

Nous sommes convaincus que l'Amérique n'a pas besoin de libre commerce. Elle a besoin d'un commerce juste, d'investissements réguliers et d'une consommation délibérément choisie afin de privilégier nos propres projets nationaux de développement.

La propagande en faveur de la liberté du commerce est d'ailleurs contradictoire avec le blocus commercial de Cuba.

Nous rejetons le caractère antidémocratique qui caractérise certains accords comme l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA). Des organisations représentatives de différents secteurs de la société civile du continent sont exclues de ce processus. Même les parlementaires ne sont pas consultés, restreignant encore plus les limites de la démocratie représentative. Nous n'acceptons pas que des accords de cette nature continuent à être signés en laissant de côté nos peuples car leurs conséquences sont négatives pour l'ensemble de la population.

Nous demandons que les abandons fondamentaux de notre souveraineté économique, qui feraient suite à l'application d'accords comme l'Accord du libre commerce des Amériques ou l'Accord multilatéral sur les investissements soient décidés finalement et directement par les citoyens d'Amérique, au moyen de mécanismes plébiscitaires, précédés de débats nationaux véritablement documentés.

Nous appelons l'attention des gouvernements sur la priorité que donnent nos peuples à des thèmes qui ne sont pas pris en compte dans les conférences officielles.

Nous retenons surtout ceux qui furent débattus au Sommet des peuples :

- les droits humains et sociaux, les droits du travail et de la femme, les droits écologiques et citoyens
- les peuples autochtones
- le développement durable
- les alternatives d'intégration socio-économique
- les paysans et la réforme agraire
- l'éthique du processus politique.

Tous ces thèmes furent amplement discutés et débattus par les représentants et les membres des organisations les plus représentatives de la société civile de tous les pays de l'hémisphère que nous avons réunis en dix forums thématiques, entre le 15 et 18 avril dans la ville de Santiago. Nos

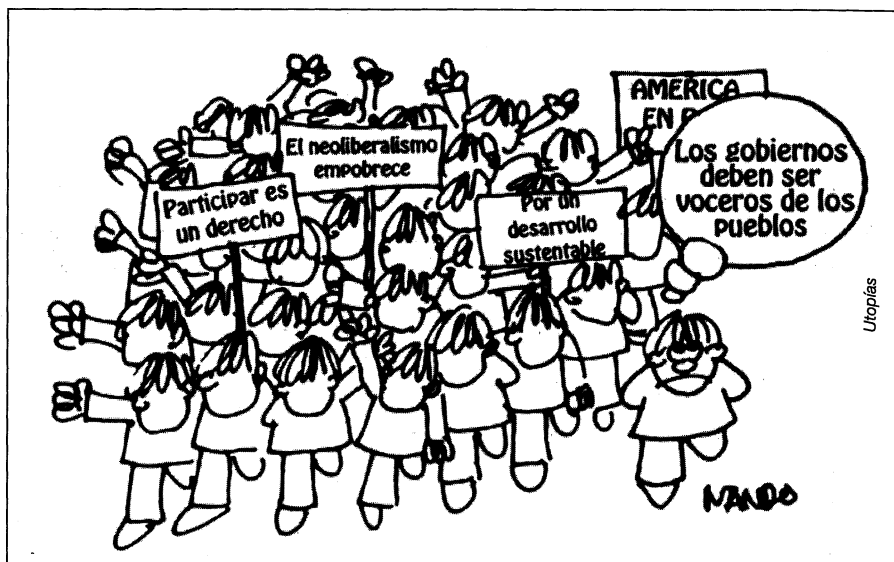
débats ont reflété la richesse, la diversité et la pluralité de nos peuples, tout comme notre capacité pour présenter des propositions. En adoptant le principe de la pluridisciplinarité, les forums ont analysé les thèmes suivants : globalisation et intégration, développement et durabilité, investissements, emploi et qualité de vie ainsi que la suite à donner à ce Sommet.

Nous nous sommes engagés à travailler à partir des requêtes des forums

- L'augmentation des migrations, de la xénophobie et la non-reconnaissance des droits des travailleurs immigrés.

- La violation permanente et croissante des droits des peuples indigènes à la vie, à la terre et à leur propres valeurs culturelles.

- La concentration de la propriété rurale, l'augmentation des conflits pour la propriété de la terre, les assassinats des militants paysans et l'impunité des criminels.



et à présenter nos conclusions aux autorités gouvernementales de nos pays respectifs, ainsi que le plan d'action décidé.

Notre Sommet a pour objectif de mettre en évidence les inégalités que les rencontres officielles s'obstinent à ignorer :

- Le chômage croissant, le travail informel, la précarisation dans les relations de travail, l'intensification des cadences de travail et les diminutions de salaires.

- La pauvreté qui se développe chez les femmes et les enfants, avec des formes de sur-exploitation comme le travail forcé, le travail des enfants et la discrimination des femmes.

- La dégradation continue de l'environnement et de la qualité de la vie de nos peuples.

- La violence urbaine, l'insécurité et l'exclusion sociale.

Le Sommet des peuples d'Amérique fut une étape dans le processus d'élaboration d'une stratégie commune, pour l'ensemble de l'hémisphère, que nous avons appelée Alliance sociale continentale et qui s'oppose au processus d'intégration néolibérale.

Le Sommet des peuples d'Amérique réaffirme que le processus d'intégration continentale doit se construire sur les principes de la démocratie participative, de l'égalité, de la justice dans le monde du travail, du respect de la diversité culturelle et ethnique, du développement socialement et écologiquement durable.

*Traduction DIAL.*

*En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18